

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
29 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1982

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
133

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1302

Γιά τήν έπικύρωση τής Διεθνούς Σύμβασης 'Εργασίας άριθ. 103/1952 «γιά τήν προστασία τής μητρότητας».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν καί έκδίδομεν τόν κατωτέρω ύπό τής Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

"Αρθρο πρώτο.

'Επικυρώνεται καί έχει ίσχύ νόμου ή Διεθνής Σύμβαση άριθ. 103 «γιά τήν προστασία τής μητρότητας» πού ψηφίστηκε στή Γενεύη τό 1952, άπό τή Γενική Συνδιάσκεψη τής Διεθνούς 'Οργάνωσης 'Εργασίας, στήν τριακοστή πέμπτη σύνοδό της καί πού τό κείμενό της στό γαλλικό πρωτότυπο καί στήν έλληνική του μετάφραση είναι τό άκόλουθο :

CONVENTION 103.

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DE LA MATERNITE (REVISEE EN 1952).

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Convoquée à Genève par le Conseil d' administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 4 juin 1952, en sa trente cinquième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la protection de la maternité, question qui constitue le septième point à l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-huitième jour de juin mille neuf cent cinquante-deux, la convention ci-après, qui sera dénommés Convention sur la protection de la maternité (revisée), 1952.

Article 1.

1. La présente convention s'applique aux femmes employées dans les entreprises industrielles aussi bien qu' aux femmes employées à des travaux non industriels et agricoles, y compris les femmes salariées travailleuses à domicile.

2. Aux fins de la présente convention, le terme «entreprises industrielles» s'applique aux entreprises publiques et privées ainsi qu'à leurs branches et comprend notamment :

a) les mines, carrières et industries extractives de toute nature;

b) les entreprises dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, détruits ou démolis, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation compris les entreprises de construction de navires, de production, de transformation et de transmission de l'électricité et de la force motrice en général;

c) les entreprises du bâtiment et du génie civil, y compris les travaux de construction, de réperation, d'entretien, de transformation et de démolition;

d) les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée, voie d'eau maritime ou intérieure, ou voie aérienne, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs, entrepôts ou aéroports.

3. Aux fins de la présente convention, le terme «travaux non industriels» s'applique à tous les travaux exécutés dans les entreprises et services publics ou privés suivants, ou en relation avec leur fonctionnement :

a) les établissements commerciaux;

b) les postes et les services de télécommunications;

c) les établissements et administrations dont le personnel est employé principalement à un travail de bureau;

d) les entreprises de presse;

e) les hôtels, pensions, restaurants, cercles, cafés et autres établissements où sont servies des consommations;

f) les établissements ayant pour objet le traitement ou l'hospitalisation des malades, infirmes, indigents et orphelins;

g) les entreprises de spectacles et de divertissements publics;

h) le travail domestique salarié effectué dans des ménages privés; ainsi qu'à tous autres travaux non industriels auxquels l'autorité compétente déciderait d' appliquer les dispositions de la convention.

4. Aux fins de la présente convention, le terme «travaux agricoles» s'applique à tous les travaux exécutés dans les entreprises agricoles, y compris des plantations et les grandes entreprises agricoles industrialisées.

5. Dans tous les cas où il n'apparaît pas certain que la présente convention s'applique à une entreprise, une branche d'entreprise ou un travail déterminés, la question doit être tranchée par l'autorité compétente, après consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe

6. La législation nationale peut exempter de l'application de la présente convention les entreprises où sont seuls employés les membres de la famille de l'employeur tels qu'ils sont définis par la dite législation.

Article 2.

Aux fins de la présente convention le terme «femme» désigne toute personne du sexe féminin, quels que soie son âge, sa nationalité sa race ou ses croyances religieuses, mariée ou non et le terme «enfant» désigne tout enfant, qu'il soit né d'un mariage ou non.

Article 3.

1. Toute femme à laquelle s'applique la présente convention a droit, sur production d'un certificat médical indiquant la date présumée de son accouchement, à un congé de maternité.

2. La durée de ce congé sera de douze semaines au moins; une partie de ce congé sera obligatoirement prise après l'accouchement.

3. La durée du congé obligatoirement pris après l'accouchement sera déterminée par la législation nationale, mais ne sera en aucun cas inférieure à six semaines; le reste du congé total pourra être pris, selon ce que décidera la législation nationale, soit avant la date présumée de l'accouchement, soit après la date d'expiration du congé obligatoire, soit encore en partie avant la première de ces dates et en partie après la seconde.

4. Quand l'acconchement a lieu après la date qui était présumée, le congé pris antérieurement est dans tous les cas prolongé jusqu'à la date effective de l'accouchement et la durée du congé à prendre obligatoirement après l'accouchement ne devra pas s'en trouver réduite.

5. En cas de maladie attestée par certificat médical comme résultant de la grossesse, la législation nationale doit prévoir un congé prénatal supplémentaire dont la durée maximum peut être fixée par l'autorité compétente.

6. En cas de maladie attestée par certificat médical comme résultant des couches, la femme a droit à une prolongation du congé postnatal dont la durée maximum peut être fixée par l'autorité compétente.

Article 4.

1. Lorsqu'une femme s'absente de son travail en vertu des dispositions de l'article 3 ci-dessus, elle a le droit de recevoir des prestations en espèces et des prestations médicales.

2. Les taux des prestations en espèces seront fixés par la législation nationale de telle manière qu'elles soient suffisantes pour assurer pleinement l'entretien de la femme et celui de son enfant dans de bonnes conditions d'hygiène et selon un niveau de vie convenable.

3. Les prestations médicales comprendront les soins prénatals, les soins pendant l'accouchement et les soins postnatals donnés par une sage-femme diplômée ou par un médecin, et l'hospitalisation lorsqu'elle est nécessaire le libre choix du médecin et le libre choix entre un établissement public ou privé seront respectés.

4. Les prestations en espèces et les prestations médicales seront accordées soit dans le cadre d'un système d'assurance obligatoire, soit par prélèvement sur des fonds publics; elles seront accordées, dans l'un et l'autre cas, de plein droit à toutes les femmes remplissant les conditions requises.

5. Les femmes qui ne peuvent prétendre, de droit, à des prestations, recevront des prestations appropriées par prélèvement sur les fonds de l'assistane publique, sous réserve des conditions relatives aux moyens d'existence prescrites par l'assistance publique.

6. Lorsque les prestations en espèces fournies dans le cadre d'un système d'assurance sociale obligatoire sont déterminées sur la base du gain antérieur, elles ne devront par représenter moins des deux tiers du gain antérieur ainsi pris en considération.

7. Toute contribution due dans le cadre d'un système d'assurance obligatoire prévoyant des prestations de maternité, et toute taxe qui serait calculée sur la base des salaires payés et qui serait percue aux fins de fournir de telles prestations doivent être payées d'après le nombre total d'hommes et de femmes employés dans les entreprises interessées, sans distinction de sexe, qu'elles soient payées par les employeurs ou, conjointement, par les employeurs et par les travaileurs.

8. En aucun cas, l'employeur ne doit être personnellement tenu responsable du coût des prestations dues aux femmes qu'il emploie.

Article 5.

1. Si une femme allaite son enfant, elle sera autorisée à interrompre son travail à cette fin perdant une ou plusieurs périodes dont la durée sera déterminée par la législation nationale.

2. Les interruptions de travail aux fins d'allaitement doivent être comptées dans la durée du travail et rétribuées comme telles dans les cas où la question est regie par la législation nationale ou conformément à celle-ci; dans les cas où la question est régie par des conventions collectives, les conditions seront réglées selon la convention collective pertinente.

Article 6.

Lorsqu'une femme s'absente de son travail en vertu des dispositions de l'article 3 de la présente convention, il est illégal pour son employeur de lui signifier son congé durant ladite absence ou à une date telle que le délai de préavis expire pendant que dure l'absence susmentionnée.

Article 7.

1. Tout membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration accompagnant sa ratification, prévoir des dérogations à l'application de la convention en ce qui concerne :

a) certaines categories de travaux non industriels;

b) les travaux exécutés dans les entreprises agricoles autres que les plantations;

c) le travail domestique salarié effectué dans des ménages privés;

d) les femmes salariées travailleuses à domicile;

e) les entreprises de transport par mer de personnes ou de marchandises.

2. Les catégories de travaux ou d'entreprises pour lesquels il sera fait usage des dispositions du paragraphe 1 du présent article devront être désignées dans la déclaration accompagnant la ratification de la convention.

3. Tout Membre qui a fait une telle déclaration peut, en tout temps, l'annuler totalement ou partiellement, par une déclaration ultérieure.

4. Tout Membre à l'égard duquel une déclaration faite conformément au paragraphe 1 du présent article est en vigueur, indiquera chaque année, dans son rapport annuel sur l'application de la présente convention, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux travaux et entreprises auxquels s'applique ledit paragraphe 1 en vertu de cette déclaration, en précisant dans quelle

mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet à la convention en ce qui concerne les travaux et entreprises en question.

5. A l'expiration d'une période de cinq années après l'entrée en vigueur initiale de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence un rapport spécial concernant l'application des ces dérogations et contenant telles propositions qu'il jugera opportunes en vue de mesures à prendre à cet égard.

Article 8.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 9.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 10.

1. Les déclarations qui seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail conformément au paragraphe 2 de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, devront faire connaître :

a) les territoires pour lesquels le Membre intéressé s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées sans modification;

b) les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées avec des modifications, et en quoi consistent lesdites modifications;

c) les territoires auxquels la convention est inapplicable et dans ces cas les raisons pour lesquelles elle est inapplicable;

d) les territoires pour lesquels il réserve sa décision en attendant un examen plus approfondi de la situation à l'égard desdits territoires.

2. Les engagements mentionnés aux alinéas a) et b) du premier paragraphe du présent article seront réputés parties intégrantes de la ratification et porteront des effets identiques.

3. Tout Membre pourra renoncer, par une nouvelle déclaration, à tout ou partie des réserves contenues dans sa déclaration antérieure en vertu des alinéas b), c) et d) du premier paragraphe du présent article.

4. Tout Membre pourra, pendant les périodes au cours desquelles la présente convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 12, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation dans les territoires déterminés.

Article 11.

1. Les déclarations communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail doivent indiquer si les dispositions de la convention seront appliquées dans le territoire avec ou sans modification; lorsque la déclaration indique que les dispositions de la convention s'appliquent sous réserve de modifications, elle doit spécifier en quoi consistent lesdites modifications.

2. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale interessés pourront renoncer entièrement ou partiellement, par une déclaration ultérieure, au droit d'invoquer une modification indiquée dans une déclaration antérieure.

3. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront, pendant les périodes au cours desquelles la convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article, 12, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes d'une déclaration antérieure et faisant connaître la situation en ce qui concerne l'application de cette convention.

Article 12.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 13.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur

Article 14.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications, de toutes déclarations et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 15.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Article 16.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convension ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 12 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la onvention portant revision.

Article 17

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Σύμβαση ἀριθμ. 103/1952

Γιὰ τὴν προστασία τῆς μητρότητας.

('Αναθεωρημένη τὸ 1952)

Ἡ Γενικὴ Συνδιάσκεψη τῆς Διεθνοῦς 'Οργάνωσης 'Εργασίας, ποὺ συγκλήθηκε ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου 'Εργασίας καὶ συνῆλθε στὴ Γενεύη στὶς 4 'Ιουνίου 1952 πραγματοποιώντας τὴν τριακοστὴ πέμπτη σύνοδό της,

'Αφοῦ ἀποφάσισε νὰ υἱοθετήσει διάφορες προτάσεις σχετικὲς μὲ τὸ ζήτημα τῆς προστασίας τῆς μητρότητας, ποὺ εἶναι γραμμένο ὡς τὸ 7ο θέμα στὴν ἡμερήσια διάταξη τῆς συνόδου,

'Αφοῦ ἀποφάσισε νὰ δώσει στὶς προτάσεις αὐτὲς τὴ μορφὴ διεθνοῦς σύμβασης,

'Αποδέχεται σήμερα, στὶς εἰκοσιοκτὼ 'Ιουνίου χίλια ἐννεακόσια πενήντα δύο, τὴν ἀκόλουθη σύμβαση, ποὺ θὰ ἀποκαλεῖται σύμβαση γιὰ τὴν προστασία τῆς μητρότητας (ἀναθεωρημένη), 1952.

"Αρθρο 1.

1. Ἡ σύμβαση αὐτὴ ἔχει ἐφαρμογὴ στὶς γυναῖκες ποὺ ἀπασχολοῦνται σὲ βιομηχανικὲς ἐπιχειρήσεις, σὲ ἐργασίες μὴ βιομηχανικὲς καὶ σὲ γεωργικὲς ἐργασίες. 'Επίσης ἐφαρμόζεται καὶ στὶς γυναῖκες ποὺ ἐργάζονται «κατ' οἶκον» μὲ ἀμοιβή.

2. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, ὁ ὅρος «βιομηχανικὲς ἐπιχειρήσεις» ἀναφέρεται τόσο στὶς δημόσιες ὅσο καὶ στὶς ἰδιωτικὲς ἐπιχειρήσεις καθὼς καὶ στοὺς ἐπὶ μέρους κλάδους τους καὶ περιλαμβάνει ἰδιαίτερα :

α) τὰ μεταλλεῖα, τὰ λατομεῖα καὶ τὶς κάθε λογῆς ἐξορυκτικὲς βιομηχανίες,

β) τὶς ἐπιχειρήσεις ποὺ ἀσχολοῦνται μὲ τὴν κατασκευή, τὴ μεταποίηση, τὸν καθορισμό, τὴν ἐπισκευή, τὴ διακόσμηση, τὴν τελικὴ ἐπεξεργασία, τὴν προπαρασκευὴ γιὰ πώληση, τὴ διάλυση ἢ τὴν ἀποσύνδεση ἀντικειμένων ἢ στὶς ὁποῖες γίνεται μετατροπὴ τῆς ὕλης, μὲ τὴ διευκρίνιση ὅτι συμπεριλαμβάνονται καὶ οἱ ἐπιχειρήσεις ποὺ ἀσχολοῦνται μὲ τὴ ναυπήγηση πλοίων ἢ μὲ τὴν παραγωγή, τὴ μετατροπὴ καὶ τὴ μετάδοση ἠλεκτρικῆς ἐνέργειας καὶ γενικότερα κινητήριας δύναμης,

γ) τὶς ἐπιχειρήσεις δόμησης καὶ τεχνικῶν ἔργων περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐργασιῶν κατασκευῆς, ἐπισκευῆς, συντήρησης, μετατροπῆς καὶ κατεδάφισης,

δ) τὶς ἐπιχειρήσεις ποὺ ἀσχολοῦνται μὲ τὴ μεταφορὰ ἐπιβατῶν ἢ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, μὲ σιδηρόδρομο, διὰ μέσου τῆς θάλασσας ἢ τῶν ποταμῶν ἢ ἀεροπορικῶς, μὲ τὴ διευκρίνηση ὅτι στὴν ἔννοια τῆς μεταφορᾶς περιλαμβάνεται καὶ ἡ διαμετακόμιση τῶν ἐμπορευμάτων σὲ ἀποβάθρες, προκυμαῖες, προβλῆτες, λιμεναποθῆκες ἢ ἀερολιμένες.

3. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, ὁ ὅρος «μὴ βιομηχανικὲς ἐργασίες» περιλαμβάνει ὅλες τὶς ἐργασίες, ποὺ ἐκτελοῦνται στὶς ἀκόλουθες δημόσιες ἢ ἰδιωτικὲς ἐπιχειρήσεις καὶ ὑπηρεσίες ἢ σχετίζονται μὲ τὴ λειτουργία τους :

α) τὰ ἐμπορικὰ καταστήματα,

β) τὰ ταχυδρομεῖα καὶ τὶς ὑπηρεσίες τηλεπικοινωνιῶν,

γ) τὰ καταστήματα καὶ τὶς διοικητικὲς ὑπηρεσίες, ποὺ τὸ προσωπικό τους ἔχει ὡς κύρια ἀπασχόλησή του τὴν ἐργασία γραφείου,

δ) τὶς ἐπιχειρήσεις τύπου,

ε) τὰ ξενοδοχεῖα, οἰκοτροφεῖα, ἑστιατόρια, λέσχες, καφενεῖα καὶ ἀναψυκτήρια,

στ) τὰ ἱδρύματα ποὺ ἔχουν γιὰ σκοπό τους τὴ νοσηλεία καὶ τὴν περίθαλψη ἀσθενῶν, ἀναπήρων, ἀπόρων καὶ ὀρφανῶν,

ζ) τὶς ἐπιχειρήσεις δημόσιων θεαμάτων καὶ ψυχαγωγίας τοῦ κοινοῦ,

η) τὴν ἀμειβόμενη οἰκιακὴ ἐργασία, ποὺ ἐκτελεῖται σὲ ἰδιωτικὰ νοικοκυριά, καθὼς καὶ κάθε ἄλλη ἐργασία ποὺ δὲν ἔχει βιομηχανικὸ χαρακτήρα, στὴν ὁποία ἡ ἁρμόδια ἀρχὴ θὰ ἀποφάσιζε νὰ ἐφαρμόσει τὶς διατάξεις αὐτῆς τῆς σύμβασης.

4. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, ὁ ὅρος «γεωργικὲς ἐργασίες» ἀναφέρεται σὲ ὅλες τὶς ἐργασίες, ποὺ ἐκτελοῦνται στὶς γεωργικὲς ἐπιχειρήσεις, στὶς ὁποῖες περιλαμβάνονται καὶ οἱ φυτεῖες καθὼς καὶ οἱ μεγάλες βιομηχανοποιημένες γεωργικὲς ἐπιχειρήσεις.

5. Σὲ κάθε περίπτωση, ποὺ δὲν εἶναι βέβαιο ὅτι ἡ σύμβαση αὐτὴ ἐφαρμόζεται σὲ μιὰ ἐπιχείρηση, σ' ἕνα κλάδο ἐπιχείρησης ἢ σὲ μιὰ ἐργασία, τὸ ζήτημα θὰ κρίνεται ἀπὸ τὴν ἁρμόδια ἀρχή, ἀφοῦ ζητηθεῖ ἡ γνώμη καὶ τῶν ἐνδιαφερόμενων ἀντιπροσωπευτικῶν ὀργανώσεων ἐργοδοτῶν καὶ ἐργαζομένων ἐφόσον ὑπάρχουν τέτοιες ὀργανώσεις.

6. Ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία μπορεῖ νὰ ἐξαιρεῖ ἀπὸ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης τὶς ἐπιχειρήσεις, ποὺ ἀπασχολοῦν ἀποκλειστικά, ὡς μισθωτούς, τὰ μέλη τῆς οἰκογένειας τοῦ ἐργοδότη, ὅπως αὐτὰ καθορίζονται ἀπὸ τὴ νομοθεσία αὐτή.

"Αρθρο 2.

Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, ὁ ὅρος «γυναίκα» σημαίνει κάθε πρόσωπο ποὺ ἀνήκει στὸ γυναικεῖο φύλο, ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὴν ἡλικία, τὴν ἰθαγένεια, τὴ φυλὴ ἢ τὴ θρησκεία του, εἴτε τὸ πρόσωπο αὐτὸ εἶναι ἔγγαμο εἴτε εἶναι ἄγαμο καὶ ὁ ὅρος «παιδί» σημαίνει κάθε παιδί, εἴτε ἔχει γεννηθεῖ ἀπὸ νόμιμο γάμο εἴτε ὄχι.

"Αρθρο 3.

1. Κάθε γυναίκα, ποὺ ὑπάγεται στὶς ρυθμίσεις αὐτῆς τῆς σύμβασης, δικαιοῦται νὰ λάβει ἄδεια μητρότητας, μὲ τὴν προσκόμιση ἰατρικοῦ πιστοποιητικοῦ, ποὺ νὰ βεβαιώνει τὴν πιθανὴ ἡμερομηνία τοῦ τοκετοῦ της.

2. Ἡ διάρκεια αὐτῆς τῆς ἄδειας πρέπει νὰ εἶναι τουλάχιστον ἴση μὲ δώδεκα (12) ἑβδομάδες. "Ενα μέρος της πρέπει νὰ λαμβάνεται ὑποχρεωτικὰ μετὰ τὸν τοκετό.

3. Ἡ χρονικὴ διάρκεια τῆς ἄδειας, ποὺ πρέπει νὰ λαμβάνεται ὑποχρεωτικά, μετὰ τὸν τοκετό, καθορίζεται ἀπὸ τὴν ἐθνικὴ νομοθεσία, ὅμως δὲν μπορεῖ νὰ εἶναι μικρότερη ἀπὸ ἕξι (6) ἑβδομάδες. Τὸ ὑπόλοιπο τῆς συνολικῆς ἄδειας θὰ μπορεῖ νὰ λαμβάνεται, ἀνάλογα μὲ τὸ τί θὰ προβλεφθεῖ ἀπὸ τὴν ἐθνικὴ νομοθεσία, εἴτε πρὶν ἀπὸ τὴν πιθανολογούμενη ἡμερομηνία τοῦ τοκετοῦ, εἴτε μετὰ τὴ λήξη τῆς ὑποχρεωτικῆς ἄδειας, εἴτε κατὰ ἕνα μέρος πρὶν ἀπὸ τὴν πιθανολογούμενη ἡμερομηνία τοῦ τοκετοῦ καὶ κατὰ τὸ ὑπόλοιπο μέρος μετὰ τὴ λήξη τῆς ὑποχρεωτικῆς ἄδειας.

4. "Οταν ὁ τοκετὸς πραγματοποιεῖται σὲ χρόνο μεταγενέστερο ἀπὸ αὐτὸν ποὺ εἶχε πιθανολογηθεῖ, ἀρχικά, ἡ ἄδεια ποὺ εἶχε ληφθεῖ προηγουμένως παρατείνεται, σὲ κάθε περίπτωση, μέχρι τὴν πραγματικὴ ἡμερομηνία τοῦ τοκετοῦ, χωρὶς αὐτὴ ἡ παράταση νὰ συνεπάγεται τὴν ἀντίστοιχη μείωση τοῦ χρόνου τῆς ἄδειας, ποὺ πρέπει νὰ λαμβάνεται ὑποχρεωτικὰ μετὰ τὸν τοκετό.

5. Σὲ περίπτωση ἀσθένειας, πού, σύμφωνα μὲ ἰατρικὴ βεβαίωση, προέρχεται ἀπὸ τὴν κύηση, ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία πρέπει νὰ προβλέπει τὴ χορήγηση συμπληρωματικῆς προγενέθλιας ἄδειας, ποὺ ἡ ἀνώτατη χρονική της διάρκεια θὰ καθορίζεται ἀπὸ τὴν ἁρμόδια ἀρχή.

6. Σὲ περίπτωση ἀσθένειας, πού, σύμφωνα μὲ ἰατρικὴ βεβαίωση, ὀφείλεται στὸν τοκετό, ἡ γυναίκα ἔχει δικαίωμα σὲ παράταση τῆς μεταγενέθλιας ἄδειας, ποὺ ἡ ἀνώτατη χρονική της διάρκεια θὰ καθορίζεται ἀπὸ τὴν ἁρμόδια ἀρχή.

Ἄρθρο 4.

1. Κατὰ τὸ χρόνο ἀπουσίας ἀπὸ τὴν ἐργασία της μὲ ἄδεια μητρότητας, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ προηγούμενου ἄρθρου 3, ἡ γυναίκα ἔχει δικαίωμα σὲ χρηματικὲς παροχὲς καὶ στὴν παροχὴ ἰατρικῶν ὑπηρεσιῶν.

2. Τὸ ὕψος τῶν χρηματικῶν παροχῶν θὰ καθορίζεται ἀπὸ τὴν ἐθνικὴ νομοθεσία, ἔτσι ποὺ νὰ ἐξασφαλίζει στὴ γυναίκα ἐπαρκεῖς πόρους γιὰ τὴν πλήρη καὶ ὑγιεινὴ συντήρηση τῆς ἴδιας καὶ τοῦ παιδιοῦ της, μὲ βάση ἕνα ἱκανοποιητικὸ ἐπίπεδο ζωῆς.

3. Οἱ ἰατρικὲς ὑπηρεσίες περιλαμβάνουν φροντίδες ἀπὸ διπλωματοῦχο μαία ἢ ἀπὸ γιατρό, πρὶν ἀπὸ τὸν τοκετό, κατὰ τὸν τοκετὸ καὶ μετὰ ἀπ' αὐτόν, καθὼς καὶ νοσοκομειακὴ περίθαλψη, ἐφόσον εἶναι ἀπαραίτητη. Ἡ ἐλευθερία ἐκλογῆς τοῦ γιατροῦ, καθὼς καὶ ἡ ἐλευθερία ἐπιλογῆς ἀνάμεσα σ' ἕνα δημόσιο ἢ ἕνα ἰδιωτικὸ νοσηλευτικὸ ἵδρυμα θὰ εἶναι σεβαστές.

4. Οἱ χρηματικὲς παροχὲς καὶ οἱ ἰατρικὲς ὑπηρεσίες χορηγοῦνται εἴτε στὰ πλαίσια συστήματος ὑποχρεωτικῆς ἀσφάλισης εἴτε σὲ βάρος τοῦ κρατικοῦ προϋπολογισμοῦ. Καὶ στὶς δύο περιπτώσεις χορηγοῦνται αὐτοδικαίως, σὲ ὅλες τὶς γυναῖκες, ποὺ συγκεντρώνουν τὶς ἀπαιτούμενες προϋποθέσεις.

5. Οἱ γυναῖκες ποὺ δὲν ἔχουν δικαίωμα νὰ ἀξιώσουν τὶς παροχές, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὶς προηγούμενες διατάξεις, δικαιοῦνται νὰ λαμβάνουν τὶς ἀπαραίτητες παροχὲς γιὰ ἕνα ἱκανοποιητικὸ ἐπίπεδο διαβίωσης ἀπὸ τὰ κεφάλαια τῆς δημόσιας ἀντίληψης, ἐφόσον δὲ διαθέτουν τὰ μέσα συντήρησης, ποὺ καθορίζονται ἀπὸ αὐτὴν (δημόσια ἀντίληψη).

6. Ἐφόσον οἱ χρηματικὲς παροχές, ποὺ χορηγοῦνται στὰ πλαίσια συστήματος ὑποχρεωτικῆς κοινωνικῆς ἀσφάλισης, καθορίζονται μὲ βάση τὶς προηγούμενες ἀπολαβὲς ἀπὸ τὴν ἐργασία, οἱ παροχὲς αὐτὲς δὲν θὰ πρέπει νὰ εἶναι κατώτερες ἀπὸ τὰ δύο τρίτα (2/3) τῶν προηγούμενων ἀπολαβῶν τῆς γυναίκας ποὺ λαμβάνονται ὑπόψη γιὰ τὸν ὑπολογισμὸ αὐτό.

7. Ὁποιαδήποτε εἰσφορά, ὀφειλόμενη στὰ πλαίσια συστήματος ὑποχρεωτικῆς κοινωνικῆς ἀσφάλισης ποὺ προβλέπει παροχὲς μητρότητας, καθὼς καὶ ὁποιαδήποτε οἰκονομικὴ ἐπιβάρυνση ποὺ ὑπολογίζεται μὲ βάση τὶς καταβαλλόμενες ἀποδοχὲς τοῦ προσωπικοῦ, καὶ εἰσπράττεται μὲ σκοπὸ τὴ χορήγηση τέτοιων παροχῶν, θὰ καταβάλλονται–διάφορα ἂν ἡ καταβολή τους γίνεται μόνο ἀπὸ τοὺς ἐργοδότες ἢ ἀπὸ κοινοῦ ἀπὸ τοὺς ἐργοδότες καὶ τοὺς ἐργαζομένους-μὲ βάση τὸ συνολικὸ ἀριθμὸ τῶν ἀνδρῶν καὶ τῶν γυναικῶν, ποὺ ἀπασχολοῦν οἱ ἐνδιαφερόμενες ἐπιχειρήσεις, χωρὶς διάκριση φύλου.

8. Σὲ καμιὰ περίπτωση ὁ ἐργοδότης θὰ εἶναι προσωπικὰ ὑπεύθυνος γιὰ τὸ κόστος τῶν παροχῶν, ποὺ ὀφείλονται στὶς γυναῖκες ποὺ ἀπασχολεῖ.

Ἄρθρο 5.

1. Ἐφόσον μιὰ γυναίκα θηλάζει τὸ παιδί της, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτει γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ τὴν ἐργασία της γιὰ ἕνα ἢ περισσότερα χρονικὰ διαστήματα, ποὺ ἡ διάρκειά τους, θὰ καθορισθεῖ ἀπὸ τὴν ἐθνικὴ νομοθεσία.

2. Οἱ διακοπὲς τῆς ἐργασίας ποὺ γίνονται μὲ σκοπὸ τὸ θηλασμό, ὑπολογίζονται καὶ ἀμείβονται ὡς χρόνος ἐργασίας, ἐφόσον τὸ ζήτημα ρυθμίζεται εἴτε ἀπευθείας ἀπὸ τὴν ἐθνικὴ νομοθεσία εἴτε σύμφωνα μὲ αὐτή. Ἐὰν τὸ ζήτημα ρυθμίζεται ἀπὸ συλλογικὲς συμβάσεις ἐργασίας, οἱ ὅροι καθορίζονται ἀπὸ τὴ σχετικὴ συλλογικὴ σύμβαση.

Ἄρθρο 6.

Ἂν ἡ γυναίκα ἀπουσιάζει ἀπὸ τὴν ἐργασία της σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 αὐτῆς τῆς σύμβασης, ἀπαγορεύεται στὸν ἐργοδότη νὰ καταγγείλει τὴ σύμβαση ἐργασίας της, ὅσο διαρκεῖ ἡ παραπάνω ἀπουσία της ἢ νὰ τῆς γνωστοποιήσει ἀπόλυση μὲ προθεσμία, ποὺ λήγει μέσα στὴ διάρκεια αὐτῆς τῆς ἀπουσίας.

Ἄρθρο 7.

1. Κάθε Μέλος τῆς Διεθνοῦς Ὀργάνωσης Ἐργασίας ποὺ ἐπικυρώνει αὐτὴ τὴ σύμβαση, ἔχει τὸ δικαίωμα, μὲ δήλωσή του ποὺ θὰ συνοδεύει τὴν ἐπικύρωση, νὰ προβλέπει ἐξαιρέσεις ἀπὸ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς σύμβασης ποὺ θὰ ἀφοροῦν :

α) Ὁρισμένες κατηγορίες ἐργασιῶν μὴ βιομηχανικῶν

β) Τὶς ἐργασίες ποὺ ἐκτελοῦνται στὶς γεωργικὲς ἐπιχειρήσεις, ἐκτὸς ἀπὸ τὶς φυτεῖες,

γ) Τὴν οἰκιακὴ ἐργασία, ποὺ ἐκτελεῖται μὲ ἀμοιβὴ σὲ ἰδιωτικὰ νοικοκυριά,

δ) Τὶς γυναῖκες ποὺ ἐργάζονται «κατ' οἶκον» μὲ ἀμοιβή,

ε) Τὶς ἐπιχειρήσεις θαλασσίων μεταφορῶν προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων.

2. Οἱ κατηγορίες τῶν ἐργασιῶν ἢ τῶν ἐπιχειρήσεων, γιὰ τὶς ὁποῖες τὸ Μέλος προτίθεται νὰ κάνει χρήση τῶν διατάξεων τῆς πρώτης παραγράφου αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου, πρέπει νὰ προσδιορίζονται στὴ σχετικὴ δήλωση, ποὺ θὰ συνοδεύει τὴν ἐπικύρωση τῆς σύμβασης.

3. Κάθε Μέλος, ποὺ κάνει μιὰ τέτοια δήλωση, ἔχει τὴ δυνατότητα νὰ τὴν ἀνακαλεῖ ὁποτεδήποτε, στὸ σύνολο ἢ κατὰ μέρος της, μὲ νεώτερη δήλωσή του.

4. Κάθε Μέλος γιὰ τὸ ὁποῖο ἰσχύει δήλωση, ποὺ ἔγινε σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ θὰ ἀναφέρει στὴν ἐτήσια ἔκθεση, ποὺ θὰ ὑποβάλλει γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, τὴν κατάσταση τῆς νομοθεσίας καὶ τῆς πρακτικῆς του σχετικὰ μὲ τὶς ἐργασίες καὶ τὶς ἐπιχειρήσεις, στὶς ὁποῖες ἐφαρμόζεται ἡ παράγραφος 1, σύμφωνα μὲ τὴ δήλωσή του προσδιορίζοντας τὴν ἔκταση στὴν ὁποία δόθηκε ἢ ὑπάρχει πρόθεση νὰ δοθεῖ ἰσχὺς στὴ σύμβαση, ἀναφορικὰ μὲ τὶς ἐργασίες καὶ ἐπιχειρήσεις αὐτές.

5. Μὲ τὴ λήξη τῆς πρώτης πενταετίας ἀπὸ τὴν ἔναρξη τῆς θέσης σὲ ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας θὰ ὑποβάλει στὴ Συνδιάσκεψη ειδικὴ ἔκθεση, ποὺ θὰ ἀναφέρεται στὴν ἐφαρμογὴ τῶν ἐξαιρέσεων αὐτῶν καὶ θὰ περιέχει τὶς προτάσεις ποὺ θὰ κρίνει ἀπαραίτητες ἀναφορικὰ μὲ τὰ μέτρα, ποὺ θὰ πρέπει νὰ ληφθοῦν στὸ σημεῖο αὐτό.

Ἄρθρο 8.

Οἱ ἐπίσημες ἐπικυρώσεις αὐτῆς τῆς σύμβασης ἀνακοινώνονται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ καταχωρίζονται ἀπ' αὐτόν.

Ἄρθρο 9.

1. Ἡ σύμβαση αὐτὴ δεσμεύει ἐκεῖνα μόνο τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργάνωσης Ἐργασίας, ποὺ ἡ ἐπικύρωσή τους θὰ ἔχει καταχωρισθεῖ ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντή.

2. Ἡ σύμβαση θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει δώδεκα μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν καταχώριση, ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντή, τῶν ἐπικυρώσεων δύο μελῶν.

3. Στὴ συνέχεια, ἡ σύμβαση αὐτὴ θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει, γιὰ κάθε μέλος δώδεκα μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν καταχώριση τῆς ἐπικύρωσής της ἀπὸ αὐτό.

Ἄρθρο 10.

1. Οἱ δηλώσεις, ποὺ τὰ Μέλη θὰ κοινοποιοῦν στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας, σύμφωνα μὲ τὴν παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῆς Διεθνοῦς Ὀργάνωσης Ἐργασίας, πρέπει νὰ ἀναφέρουν :

α) Τὰ ἐδάφη, στὰ ὁποῖα τὸ ἐνδιαφερόμενο Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωση νὰ ἐφαρμόσει τὶς διατάξεις τῆς σύμβασης, χωρὶς καμιὰ τροποποίηση.

β) Τὰ ἐδάφη, γιὰ τὰ ὁποῖα τὸ Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωση νὰ ἐφαρμόσει τὶς διατάξεις τῆς σύμβασης μὲ τροποποιήσεις, καθορίζοντας καὶ σὲ τί ἀκριβῶς συνίστανται αὐτὲς οἱ τροποποιήσεις.

γ) Τὰ ἐδάφη, στὰ ὁποῖα ἡ σύμβαση αὐτὴ δὲν ἐφαρμόζεται καί, στὴν περίπτωση αὐτή, τοὺς λόγους γιὰ τοὺς ὁποίους δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ ἐφαρμογή της.

δ) Τὰ ἐδάφη, γιὰ τὰ ὁποῖα ἐπιφυλάσσεται νὰ ἀποφασίσει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς σύμβασης μετὰ ἀπὸ προσεκτικότερη ἐξέταση τῆς κατάστασης ποὺ ἐπικρατεῖ σὲ αὐτά.

2. Οἱ δεσμεύσεις ποὺ μνημονεύονται στὰ ἐδάφια α′ καὶ β′ τῆς πρώτης παραγράφου αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου θεωροῦνται ὅτι ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστο μέρος τῆς ἐπικύρωσης καὶ ἔχουν τὰ ἴδια μὲ αὐτὴν ἀποτελέσματα.

3. Κάθε Μέλος μπορεῖ, μὲ νεώτερη δήλωσή του, νὰ παραιτεῖται ἀπὸ τὸ σύνολο ἢ καὶ μόνο ἀπὸ ἕνα μέρος τῶν ἐπιφυλάξεων, ποὺ περιέχονται στὴν προηγούμενη δήλωσή του, σύμφωνα μὲ τὰ ἐδάφ. β′, γ′ καὶ δ′ τῆς πρώτης παραγράφου αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου.

4. Κάθε Μέλος μπορεῖ, κατὰ τὴν διάρκεια τῶν περιόδων, μέσα στὶς ὁποῖες εἶναι δυνατὴ ἡ καταγγελία αὐτῆς τῆς σύμβασης, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12, νὰ κοινοποιεῖ στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ νεώτερη δήλωση, ποὺ νὰ τροποποιεῖ, ἀπὸ κάθε ἄποψη, τὸ περιεχόμενο ὁποιασδήποτε προηγούμενης δήλωσής του καὶ νὰ γνωστοποιεῖ τὴν ὑπάρχουσα κατάσταση σὲ συγκεκριμένα ἐδάφη.

Ἄρθρο 11.

1. Οἱ δηλώσεις, ποὺ κοινοποιοῦνται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας, σύμφωνα μὲ τὶς παραγράφους 4 καὶ 5 τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῆς Διεθνοῦς Ὀργάνωσης Ἐργασίας, πρέπει νὰ ἀναφέρουν, ἂν οἱ διατάξεις τῆς σύμβασης θὰ ἔχουν ἐφαρμογὴ στὰ ἐδάφη, γιὰ τὰ ὁποῖα πρόκειται, μὲ ἢ χωρὶς τροποποιήσεις. Ἐφόσον ἡ δήλωση ἀναφέρει ὅτι οἱ διατάξεις τῆς σύμβασης θὰ ἐφαρμοστοῦν, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι θὰ ἰσχύσουν τροποποιήσεις, πρέπει νὰ προσδιορίζεται σὲ τί ἀκριβῶς συνίστανται αὐτὲς οἱ τροποποιήσεις.

2. Τὸ ἢ τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη ἢ ἡ ἐνδιαφερόμενη διεθνὴς ἀρχὴ μποροῦν ὁποτεδήποτε νὰ παραιτηθοῦν, μὲ μεταγενέστερη δήλωσή τους, ὁλικὰ ἢ μερικά, ἀπὸ τὸ δικαίωμα νὰ ἐπικαλεσθοῦν μιὰ τροποποίηση, ποὺ ἀναφέρεται σὲ προηγούμενη δήλωση.

3. Τὸ ἢ τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη ἢ ἡ ἐνδιαφερόμενη διεθνὴς ἀρχὴ θὰ μποροῦν κατὰ τὶς περιόδους στὴ διάρκεια τῶν ὁποίων εἶναι δυνατὴ ἡ καταγγελία τῆς σύμβασης, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12, νὰ κοινοποιήσουν στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ νέα δήλωση, μὲ τὴν ὁποία θὰ τροποποιοῦν, ἀπὸ κάθε ἄποψη, τοὺς ὅρους προηγούμενης δήλωσής τους, ἀναφέροντας ταυτόχρονα καὶ τὴν κατάσταση σχετικὰ μὲ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης.

Ἄρθρο 12.

1. Κάθε Μέλος ποὺ ἔχει ἐπικυρώσει αὐτὴ τὴ σύμβαση, θὰ μπορεῖ νὰ τὴν καταγγείλει, μετὰ τὴ λήξη περιόδου δέκα (10) ἐτῶν ἀπὸ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος της, μὲ πράξη του, ποὺ κοινοποιεῖται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ καταχωρίζεται ἀπὸ αὐτόν. Ἡ ἐνέργεια τῆς καταγγελίας θὰ ἀρχίζει μετὰ ἀπὸ ἕνα ἔτος ἀπὸ τὴν ἡμέρα, ποὺ ἔγινε ἡ καταχώρισή της.

2. Κάθε Μέλος, ποὺ ἔχει ἐπικυρώσει αὐτὴ τὴ σύμβαση καὶ ποὺ δὲν ἀσκεῖ μέσα σὲ ἕνα ἔτος ἀπὸ τὴ λήξη τῆς περιόδου τῶν δέκα (10) ἐτῶν ποὺ ἀναφέρεται στὴν προηγούμενη παράγραφο, τὸ δικαίωμα τῆς καταγγελίας, ποὺ προβλέπεται ἀπὸ αὐτὸ τὸ ἄρθρο, δεσμεύεται γιὰ μιὰ νέα περίοδο δέκα (10) ἐτῶν καί, στὴ συνέχεια, θὰ μπορεῖ νὰ καταγγέλλει αὐτὴ τὴ σύμβαση στὴ λήξη κάθε μιᾶς ἀπὸ τὶς δεκαετίες, ποὺ θὰ ἀκολουθοῦν, σύμφωνα μὲ τοὺς ὅρους αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου.

Ἄρθρο 13.

1. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας θὰ γνωστοποιεῖ σὲ ὅλα τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργάνωσης Ἐργασίας τὴν καταχώριση ὅλων τῶν ἐπικυρώσεων, τῶν δηλώσεων καὶ τῶν καταγγελιῶν, ποὺ τοῦ κοινοποιοῦνται ἀπὸ τὰ Μέλη τῆς Ὀργάνωσης.

2. Μὲ τὴ γνωστοποίηση στὰ Μέλη τῆς Ὀργάνωσης τῆς καταχώρισης τῆς δεύτερης ἀπὸ τὶς ἐπικυρώσεις ποὺ θὰ τοῦ ἔχουν κοινοποιηθεῖ, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς θὰ ἐπισημάνει τὴν ἡμερομηνία, ἀπὸ τὴν ὁποία ἀρχίζει νὰ ἰσχύει αὐτὴ ἡ σύμβαση.

Ἄρθρο 14.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας ὀφείλει νὰ ἀνακοινώνει στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, μὲ σκοπὸ τὴν καταχώρισή τους σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, πλήρεις πληροφορίες, σχετικὰ μὲ ὅλες τὶς ἐπικυρώσεις, τὶς δηλώσεις καὶ τὶς πράξεις καταγγελίας, ποὺ ἔχει ὁ ἴδιος καταχωρίσει, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῶν προηγούμενων ἄρθρων.

Ἄρθρο 15.

Τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας θὰ ὑποβάλλει στὴ Γενικὴ Συνδιάσκεψη ἔκθεση, σχετικὴ μὲ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης καὶ θὰ ἐξετάζει, ἂν εἶναι σκόπιμη ἡ ἐγγραφή, στὴν ἡμερήσια διάταξη τῆς Συνδιάσκεψης, θέματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἀναθεώρησής της.

Ἄρθρο 16.

1. Σὲ περίπτωση ποὺ ἡ Συνδιάσκεψη υἱοθετήσει νέα σύμβαση, ποὺ θὰ ἀναθεωρεῖ, ὁλικὰ ἢ μερικά, αὐτὴ τὴ σύμβαση καὶ ἐφόσον δὲν θὰ ὁρίζεται διαφορετικὰ ἀπὸ τὴ νέα σύμβαση :

α) Ἡ ἐπικύρωση, ἀπὸ ἕνα Μέλος, τῆς νέας ἀναθεωρητικῆς σύμβασης θὰ ἐπιφέρει αὐτοδικαίως — κατὰ παρέκκλιση ἀπὸ τὶς διατάξεις τοῦ παραπάνω ἄρθρου 12 — τὴν ἄμεση καταγγελία αὐτῆς τῆς σύμβασης, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη, ὅτι θὰ ἔχει τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἡ νέα ἀναθεωρητικὴ σύμβαση.

β) Ἀπὸ τὴν ἡμέρα, ποὺ θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει ἡ νέα ἀναθεωρητικὴ σύμβαση, παύει ἡ δυνατότητα γιὰ τὰ Μέλη νὰ ἐπικυρώνουν αὐτὴ τὴ σύμβαση.

2. Αὐτὴ ἡ σύμβαση θὰ παραμένει, σὲ κάθε περίπτωση, σὲ ἰσχὺ μὲ τὴ σημερινή της μορφὴ καὶ περιεχόμενο γιὰ τὰ Μέλη ἐκεῖνα, ποὺ θὰ τὴν ἔχουν ἐπικυρώσει καὶ δὲν θὰ ἐπικυρώσουν τὴν ἀναθεωρητικὴ σύμβαση.

Ἄρθρο 17.

Τὸ γαλλικὸ καὶ τὸ ἀγγλικὸ κείμενο αὐτῆς τῆς σύμβασης εἶναι ἐξίσου αὐθεντικά.

Ἄρθρο δεύτερο.

Ἡ συνολικὴ διάρκεια τῆς ἄδειας μητρότητας ὁρίζεται σὲ δώδεκα (12) ἑβδομάδες, ἀπὸ τὶς ὁποῖες οἱ ἕξι (6) θὰ λαμβάνονται, ὑποχρεωτικά, πρὶν ἀπὸ τὴν πιθανὴ ἡμερομηνία τοκετοῦ καὶ οἱ ὑπόλοιπες ἕξι (6) μετὰ τὸν τοκετό.

Σὲ περίπτωση ποὺ ὁ τοκετὸς θὰ πραγματοποιεῖται σὲ χρόνο προγενέστερο ἀπ' αὐτὸν ποὺ εἶχε ἀρχικὰ πιθανολογηθεῖ, τὸ ὑπόλοιπο τῆς ἄδειας κυοφορίας θὰ χορηγεῖται, ὑποχρεωτικά, μετὰ τὸν τοκετό, ὥστε νὰ ἐξασφαλίζεται χρόνος συνολικῆς ἄδειας δώδεκα (12) ἑβδομάδων.

Ἄρθρο τρίτο.

Ἡ γυναίκα, γιὰ τὸ θηλασμὸ καὶ τὶς αὐξημένες φροντίδες ποὺ ἀπαιτοῦνται γιὰ τὴν ἀνατροφὴ τοῦ παιδιοῦ της, δικαιοῦται, γιὰ χρονικὸ διάστημα ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τὸν τοκετὸ εἴτε νὰ διακόπτει τὴν ἐργασία γιὰ μία (1) ὥρα εἴτε νὰ προσέρχεται βραδύτερα εἴτε νὰ ἀποχωρεῖ ἐνωρίτερα κατὰ μία (1) ὥρα κάθε ἡμέρα.

Ὁ χρόνος τῆς μιᾶς (1) ὥρας ἡμερήσιας διακοπῆς ἢ τῆς βραδείας προσέλευσης ἢ πρόωρης ἀποχώρησης θεωρεῖται καὶ ἀμείβεται ὡς χρόνος ἐργασίας.

Ἄρθρο τέταρτο.

Μὲ τὴν κύρωση αὐτῆς τῆς Διεθνοῦς Σύμβασης Ἐργασίας δὲν θίγονται τυχὸν εὐνοϊκότερες ρυθμίσεις.

Ἄρθρο πέμπτο.

Σὲ κάθε περίπτωση, ποὺ δὲν εἶναι βέβαιο ὅτι ἡ Διεθνὴς Σύμβαση ἐφαρμόζεται σὲ μία ἐπιχείρηση, σ' ἕνα κλάδο ἐπιχείρησης ἢ σὲ μία ἐργασία, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 1 παρ. 5 τῆς Σύμβασης, τὸ ζήτημα θὰ ἐπιλύεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐργασίας, μετὰ ἀπὸ γνώμη τοῦ Ἀνώτατου Συμβουλίου Ἐργασίας (Α.Σ.Ε.).

Ἄρθρο ἕκτο.

Μὲ Προεδρικὰ Διατάγματα, ποὺ θὰ ἐκδίδονται μὲ πρόταση τοῦ ἁρμόδιου κατὰ περίπτωση Ὑπουργοῦ, δύναται νὰ ἐπεκτείνεται ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων αὐτῆς τῆς σύμβασης σὲ ὁποιαδήποτε ἄλλη ἐργασία, ποὺ δὲν εἶναι βιομηχανική, ἐκτὸς ἀπὸ ἐκεῖνες ποὺ ἀναφέρονται στὸ ἄρθρο 1 παρ. 3 αὐτῆς.

Ἄρθρο ἕβδομο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου καθὼς καὶ τῆς Διεθνοῦς Σύμβασης ποὺ κυρώνεται μὲ αὐτόν, ἀρχίζει τὴν 1η Ἰανουαρίου 1983.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῆ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῆ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 25 Ὀκτωβρίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ
ΠΑΡΑΣΚΕΥΑΣ ΑΥΓΕΡΙΝΟΣ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 29 Ὀκτωβρίου 1982

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ
ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων της ποὺ πωλοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1981 ὡς ἀκολούθως:

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	1.500
2. » » » Β'	»	3.000
3. » » » ΤΑΠΣ	»	2.000
4. » » » Γ'	»	1.000
5. » » » Δ'	»	2.500
6. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	1.000
7. » » » Ἀν. Εἰδ. Δικαστηρίου	»	200
8. » » » Παράρτημα	»	600
9. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	7.000
10. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	600
11. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	17.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	75
2. » » » Β'	»	150
3. » » » ΤΑΠΣ	»	100
4. » » » Γ'	»	50
5. » » » Δ'	»	125
6. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	50
7. » » » Ἀν. Εἰδ. Δικαστηρίου	»	10
8. » » » Παράρτημα	»	30
9. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	350
10. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	30
11. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	850

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 7 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 24 σελ. 14 δρχ., ἀπὸ 25 ὡς 48 σελ. 20 δρχ., ἀπὸ 49 ὡς 80 σελ. 40 δρχ. ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 40 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Ἡ τιμὴ διαθέσεως στὸ κοινὸ τῶν ἐκδιδομένων ἀπὸ τὸ Ἐθνικὸ Τυπογραφεῖο φωτοαντιγράφων τῶν διαφόρων φύλλων τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως καθορίζεται σὲ τρεῖς (3) δραχμὲς κατὰ σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στὸ τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1. Τῶν καταστατικῶν	Δρχ.	18.000
2. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως ἀνωνύμων ἑταιρειῶν»	»	18.000
3. Τῶν κωδικοποιήσεων τῶν καταστατικῶν (ΦΕΚ 309/67,τ. Β')	»	9.000
4. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	5.000
5. Τῶν ἰσολογισμῶν κάθε χρήσεως	»	8.000
6. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	7.000
7. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκαταστάσεως ὑποκαταστήματος, διορισμοῦ γενικοῦ πράκτορος καὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	4.000
8. Τῶν ἀνακοινώσεων γιὰ κάθε μεταβολὴ ποὺ γίνεται μὲ ἀπόφαση Γ.Σ. ἢ Δ.Σ., τῶν προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/1970 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Ὑπ. Συγκοινωνιῶν διὰ τοὺς ΗΛΠΑΠ – ΗΣΑΠ – ΟΣΕ	»	2.000
9. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	2.000
10. Τῶν ἀποφάσεων τῆς ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967	Δρχ.	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων τῆς ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67»	»	2.000
12. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν»	»	2.000

Β'. Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	Δρχ.	2.000
2. Τῶν κωδικοποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	2.000
3. Τῶν ἰσολογισμῶν κάθε χρήσεως	»	2.500
4. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
5. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν (γιὰ κάθε συμβολαιογραφικὴ πράξη)	»	800
6. Τῶν ἀνακοινώσεων μὲ συμβολαιογραφικὴ πράξη	»	800
7. Τῶν ἀνακοινώσεων μὲ ἀπόφαση τῆς Γ.Σ.	»	600
8. Τῶν προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις	»	600

Γ'. Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	Δρχ.	2.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	2.500

Δ'. Τῶν δικαστικῶν πράξεων: .... Δρχ. 800

ΙΙ. Στὸ Τέταρτο τεῦχος:

Τῶν δικαστικῶν πράξεων γιὰ παρακατάθεση ἀποζημιώσεως .... » 800

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὸ Ἐθνικὸ Τυπογραφεῖο.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ Διαχειρίσεως τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνώτερω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεῖα καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὶς 192378/3639/1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκύκλιες διαταγὲς τοῦ Γ.Λ.Κ.

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολή τους γίνεται μὲ ἐπιταγὲς μαζὶ μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ